

SOG = SSO = SSU

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 2

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



A jouer avec les allumettes, on finit par se brûler

Brigadier Denis Froidevaux

Président de la SSO

Lors de la session de printemps et dans le cadre du débat sur le remplacement du *Tiger* F-5, le Conseil des Etats a donné un spectacle qui s'apparente plus à la comédie italienne avec ses bouffons et ses masques qu'à un débat digne de la chambre des cantons. Au-delà de la forme, il y a le fond. A ce titre il semble bien qu'il s'est levé un vent antimilitariste dans l'une des plus hautes instances législatives du pays.

L'histoire jugera sur le long terme si la stratégie du pourrissement choisie par certains parlementaires constitue une plus value pour la sécurité des habitants de ce pays. A titre personnel j'en doute et avoue mon plus grand scepticisme face à une telle incurie.

Comment peut-on, dans la foulée, admettre le principe visant au remplacement d'un avion de combat vieux de quelque 30 ans, admettre la modification de la loi sur les finances visant la création d'un fond spécial ouvrant ainsi la voie au référendum populaire et simultanément refuser le financement permettant l'acquisition de ce même avion? Sauf à jouer avec le destin sécuritaire du pays, aucune explication crédible n'est possible.

Alors au-delà de la polémique sur la gestion du dossier par le DDPS-dont certaines critiques sont fondées- se cache une toute autre réalité.

La Suisse et ses élites politiques n'ont plus aucune vision sur notre destin sécuritaire et certains parlementaires de droite rejoignent le camp du GSsA et de la gauche, lesquels ont su savamment instiller le doute dans les esprits en matière de sécurité nationale. L'histoire se répète, décidément.

En entendant une Conseillère aux Etats, de droite, affirmer «...qu'il faut d'abord définir les missions de l'armée avant d'acquérir un nouveau système d'arme...» on doit se rendre à l'évidence... soit une partie de l'élite politique de ce pays a tourné le dos à une tâche essentielle de l'Etat, à savoir la sécurité de ses habitants, soit on est au niveau zéro de l'honnêteté intellectuelle, les missions de l'armée étant constitutionnelles et les prestations qui en découlent décrites dans deux Rapports dont le Conseil des Etats a déjà été nanti.

Derrière cette volonté de ne pas comprendre les enjeux et les réalités du monde actuel se cache un raisonnement d'une grande naïveté. Plus d'éducation, plus de santé, plus

de mobilité et moins d'armes. On pourrait s'en satisfaire dans un monde parfait. Hélas, ce n'est pas celui dans lequel on évolue.

La Suisse est en passe d'abandonner subrepticement des pans entiers de sa souveraineté, sans véritable débat autre que celui lié aux finances.

On ne peut admettre que ce processus échappe des mains du peuple. La SSO y veillera.

D. F.

